

ASIE

# L'indépendance de Taïwan, « ligne rouge » chinoise au tracé si flou

Pour la Chine, une indépendance de Taïwan serait un casus belli. Dans l'île, au statut unique au monde, la question est plus complexe qu'il n'y paraît.

RÉMY BOURDILLON  
CORRESPONDANT À TAIWAN

C'est une expression qui est devenue tristement à la mode depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie : sous peine de provoquer une guerre, il faudrait éviter de franchir des « lignes rouges ». La Chine a placé la sienne autour de l'indépendance de Taïwan. Ainsi, dans la dernière année, Pékin a avisé Nancy Pelosi puis Kevin McCarthy, tour à tour à la tête de la Chambre des représentants américaine, que rencontrer la présidente Tsai Ing-wen, cette « indépendantiste » du Parti démocrate progressiste (DPP), équivalait à franchir la ligne rouge. Avec pour conséquence de spectaculaires exercices militaires autour de Taïwan.

Les plus motivés des indépendantistes taïwanais restent cependant dubitatifs face à ces propos. « Pour nous, le DPP n'est pas vraiment indépendantiste puisqu'il perpétue le régime de la République de Chine », explique Ching-kai Shen, vice-président de World United Formosans for Independence, une association qui rêve d'un Taïwan pleinement libre. « Mais pour la République populaire de Chine, cela suffit pour être étiqueté "indépendantiste"... »

« République de Chine », c'est en effet le nom officiel de Taïwan, issu d'une histoire tourmentée. Ce régime a régné sur la Chine jusqu'en 1949 avant de perdre la guerre civile et d'être remplacé par la République populaire de Chine instituée par les communistes. Plutôt que d'abdiquer face à Mao, le président Tchang Kai-shek s'est replié à Taïwan, délivré de la colonisation japonaise, et y a imposé une dictature sanglante en espérant repartir un jour à la conquête du continent. Cela n'arrivera jamais, et une situation qualifiée de « statu quo » s'est donc installée dans le détroit de Taïwan.

Aujourd'hui, la République de Chine a un peu l'air d'une coquille vide au niveau



Face à la Chine, Taïwan affirme fièrement son identité démocratique. © AFP.

des relations internationales : elle a perdu son siège à l'ONU et la plupart de ses alliés diplomatiques au profit de la République populaire. Mais, grâce à un mélange de militantisme mené depuis l'intérieur et de pressions internationales, la dictature d'autrefois s'est transformée en une démocratie régulièrement citée en exemple sur la planète. Certains pensent qu'il faut maintenant aller plus loin en avalisant l'existence d'un nouveau pays nommé « Taïwan » et en rédigeant une constitution plus alignée sur les besoins des citoyens de l'île.

## Une position officielle ambiguë

C'est le cas de la jeune Taïwan New Constitution Foundation, créée en 2018 et qui juge illégitime l'existence même de la République de Chine. « Si on ne le fait pas, les choses ne feront qu'empirer », prédit le directeur, Raymond Sung, « car les menaces grandissantes d'invasion par la Chine sont basées sur le fait que Taïwan lui appartient. » Poursuivre ce processus ne revient-il pas justement à franchir la fameuse « ligne rouge » ? « Si », répond-il, « mais cette ligne rouge est un mensonge total ! La Chine veut de toute façon s'emparer de Taïwan et elle fait bouger cette ligne en permanence afin d'y arriver. »

La position du DPP, défendue tant par la présidente sortante, Tsai Ing-wen, que par le candidat aux élections de 2024, Lai Ching-te, est sensiblement différente (et moins ambitieuse) : le parti considère que Taïwan est *de facto* indépendante puisque l'île a ses institutions démocratiques et son armée et émet passeports et visas... Déclarer formellement l'indépendance serait superflu. La préoccupation du DPP est donc de maintenir le *statu quo* et de renforcer les liens économiques avec d'autres pays, d'améliorer sa défense (grâce à sa relation spéciale avec les Etats-Unis) et de se rendre plus visible sur la scène internationale.

La population est d'accord avec cette idée : les sondages montrent que 80 % des Taïwanais veulent conserver un *statu quo* soit neutre, soit orienté vers plus d'autonomie alors que moins de 5 % sont prêts à aller rapidement vers l'indépendance totale. « Les Taïwanais ont le sentiment de vivre dans un pays fonctionnel et indépendant, même s'il ne l'est pas à 100 % », juge Freddy Lim, un ancien chanteur de metal devenu député indépendant et dont les positions sont aujourd'hui proches du DPP.

Le *statu quo* a également la préférence de la communauté internationale puisqu'il a permis de garantir la paix pendant

*Cette ligne rouge est un mensonge total ! La Chine veut de toute façon s'emparer de Taïwan et elle fait bouger cette ligne en permanence afin d'y arriver*

Raymond Sung

Directeur de la Taïwan

New Constitution Foundation

”

plus de 70 ans. Sur cette question aussi, Pékin a une définition différente, ce qui montre à quel point tout dialogue est difficile : « Taïwan fait partie du territoire chinois. (...) C'est le vrai *statu quo* dans le détroit de Taïwan », lisait-on mardi sur le compte Twitter de son ministère des Affaires étrangères.

Bien qu'étant un indépendantiste radical, Ching-kai Shen comprend la prudence du gouvernement taïwanais sur cette question, tant la menace est grande. « Nos objectifs communs, c'est la sécurité de Taïwan, et que Taïwan ne fasse pas partie de la Chine », martèle celui qui voit clair dans le jeu de Pékin : en présentant le DPP comme plus indépendantiste qu'il ne l'est vraiment, « la Chine se permet de définir qui est provocateur... » et justifie donc son éventuel recours à la force.

« Depuis que Xi Jinping a pris le pouvoir, il a accru la présence militaire chinoise partout dans la région », abonde Freddy Lim. « La Chine veut s'étendre et cherche des excuses pour s'en prendre à Taïwan, aux Philippines, à l'Inde ou au Vietnam. Nous sommes les plus en danger en ce moment, mais nous ne serons pas les derniers. Le moment est venu pour toutes les démocraties de s'unir et de leur demander d'arrêter. »

MAROC

## « Nous luttons pour l'Etat de droit »

Acteur de terrain dans l'associatif au Maroc, Hassan Dafir a confié au « Soir » ses impressions alors que le climat social se fait de plus en plus lourd dans son pays. Au point que les plus hautes sphères du pouvoir ne sont plus épargnées par les critiques.

ENTRETIEN  
BAUDOIN LOOS

Pour de nombreux observateurs, les libertés au Maroc se trouvent dans un état de délabrement inquiétant. Le *Soir* interrogé un acteur de terrain, Hassan Dafir, 47 ans, responsable des Initiatives de formation et d'accompagnement des associations de proximité (Ifaap) à Casablanca, qui était invité à Bruxelles à l'initiative de Solsoc, une ONG belge de coopération au développement dans la mouvance du PS.

**Comment travaillez-vous au quotidien ?**  
Nous essayons de mettre en œuvre une dynamique avec des associations de proximité. Nous voulons favoriser l'Etat de droit à partir des territoires où se concentrent les problèmes. Construire la démocratie en partant de la base, répondre aux attentes de la population, répartir la parole, promouvoir des espaces de concertation dans les quartiers populaires. Par exemple, nous mettons en place des forums de quartier pour poser des diagnostics collectifs sur certaines problématiques. On veut que la population fasse valoir ses droits. Nous représentons un contre-pouvoir.

**Un exemple de vos actions de terrain ?**  
L'accompagnement des femmes : nous aidons des coopératives de femmes, pour la formation et leur autonomisation financière. On a aussi pris en charge des jeunes femmes en décrochage scolaire pour leur apprendre des métiers. Nous allons aussi plus loin en cherchant les causes de ces urgences sociales et en démontrant qu'il est possible de faire mieux. Nos ressources financières proviennent essentiellement de la solidarité au sein de la société, nous recevons aussi du soutien de par-



Hassan Dafir : « On doit faire face à des stratagèmes destinés à affaiblir les acteurs de la société civile. » © BL.

tenaires comme Solsoc, très utiles pour les ateliers de formation et la logistique.

### Comment réagissent les autorités ?

On doit faire face à des stratagèmes destinés à affaiblir les acteurs de la société civile. Des récépissés de reconnaissance ne sont pas délivrés, des associations locales se font interdire, les financements sont visés, l'accès aux locaux nous est rendu difficile ou impossible, etc. : il y a une répression qui touche acteurs et associations dès lors qu'une approche critique est affirmée. Nous cherchons des alternatives pour répondre à cela.

### Tout cela dans un climat social assez lourd...

Oui, les tensions prennent de l'ampleur ces dernières années. D'où une tendance à affaiblir les acteurs de la société civile. Des raisons principales du mécontentement, depuis la fin de la période covid, n'est autre que l'augmentation exorbitante des prix. Et la cause de ce phénomène très pesant reste nébuleuse. On lit par exemple ça et là sur les réseaux sociaux que le groupe industriel du Premier ministre a

acheté du pétrole russe et le revendrait avec une belle marge. Parmi les marchandises qui ont vu leurs prix croître énormément, on trouve les médicaments, d'où ces allégations des conflits d'intérêts avec certains ministres...

### Jusqu'où les critiques vont-elles ?

On entend parfois dire dans la rue que le Roi ne se préoccupe guère des problèmes des gens. Mais c'est vrai qu'en raison des troubles graves dans certains pays arabes, la Libye, la Syrie, le Yémen, la majorité des Marocains, je crois, continuent à voir le roi comme un acteur qui favorise une appréciable stabilité. Ce qui pose problème, c'est la façon de gouverner. Le monopole du pouvoir. Le « makhzen » (le pouvoir politique centralisé). Sans parler de certaines initiatives qui ont généré des résultats négatifs comme la normalisation avec l'Etat d'Israël décrétée en décembre 2020. De notre côté, nous mettons en avant la nécessité de la séparation des pouvoirs pour réclamer la fin de la concentration des pouvoirs. Si le Roi persiste dans cette logique, que cela soit au niveau de l'économie, du social ou des affaires étrangères, le risque est que sa crédibilité en sorte affectée.